

<https://www.pressegauche.org/Le-Canada-et-le-Bresil-mon-ami-Bolsonaro>



# Le Canada et le Brésil : mon ami Bolsonaro

- Politique canadienne - International -



Date de mise en ligne : mardi 3 septembre 2019

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**Si Trudeau se souciait de l'environnement, [il cesserait de se faire voir avec le président brésilien.](#)**  
À l'heure actuelle, la plupart des gens soucieux de l'environnement comprennent que Jair Bolsonaro est un ennemi de la protection de l'environnement. Ces derniers jours, le président brésilien a accusé les écologistes d'allumer des feux dans la région amazonienne ! Il veut, dit-il, davantage de « développement » dans les immenses forêts.

Tiré du [blogue de l'auteur](#). Traduit par [Plateforme altermondialiste](#).

Et il y a encore des gens qui pensent que le Canada a la chance d'avoir un premier ministre comprend les problèmes environnementaux...En réalité, au-delà des déclarations de Justin Trudeau pour la protection de l'Amazonie, son gouvernement et des entreprises canadiennes ont contribué à la montée en puissance d'un politicien brésilien proto-fasciste qui a accéléré la destruction du « poumon de la planète ».

### **Qu'est-ce que le Canada fait réellement au Brésil ?**

En 2016, la présidente du Parti des travailleurs, Dilma Rousseff, a été renversée par un coup d'État qualifié par les secteurs dominants au Brésil de « légal ». Or le gouvernement Trudeau a gardé le silence sur cette scandaleuse éviction de Rousseff, et ce, au même moment où les responsables canadiens faisaient des dizaines de déclarations critiquant le Venezuela pour avoir menacé la démocratie. Cherchez l'erreur.

Est-ce qu'on a oublié à Ottawa que Bolsonaro a remporté l'élection présidentielle de 2018 en grande partie parce que celui qui était en tête de tous les sondages était en prison. L'histoire, c'est que l'ancien président du Parti des travailleurs, Lula da Silva, a été empêché de se présenter en raison d'accusations de corruption pour des [motifs politiques](#). Alors pourquoi le gouvernement Trudeau a-t-il gardé un silence assourdissant sur cette grossière violation des droits qui par ailleurs, se poursuit depuis un sous l'égide d'un régime brésilien aux allures d'extrême-droite ? Parallèlement, le gouvernement Trudeau a promu un « dialogue stratégique » [Canada](#)-Brésil tout en réservant à Bolsonaro un chaleureux accueil lors de la rencontre du G20 en juin 2018.

Dans les faits, la priorité d'Ottawa est de maintenir les bonnes relations avec le Brésil, et ce, dans le but de concrétiser l'accord de libre-échange avec le bloc commercial dirigé par le Brésil, le Mercosur.

Avec [plus de 10 milliards](#) de dollars investis au Brésil, les entreprises canadiennes semblent enthousiasmées par Bolsonaro. Selon Radio-Canada, la présidence Bolsonaro pourrait créer de nouvelles opportunités d'investissement, notamment dans les secteurs des ressources, des finances et des infrastructures, « dans la mesure où le nouveau président s'est engagé à abolir les réglementations environnementales dans la forêt amazonienne et à privatiser certaines entreprises appartenant au gouvernement ».

Le cas de Bolsonaro n'est malheureusement pas unique. Depuis 2009, le gouvernement canadien s'est ouvertement opposé au vent de gauche dans la région et a resserré ses liens avec les gouvernements les plus à droite. Cette année-là, [Ottawa s'est activement engagé](#) dans le renversement du président social-démocrate Manuel Zelaya, ce qui a mené à un gouvernement dirigé par les militaires. En 2011, le [Canada a contribué](#) à confier à la république haïtienne au candidat d'extrême droite Michel Martelly. Par la suite, Ottawa a appuyé passivement le coup d'État contre le président paraguayen [Fernando Lugo](#).

Depuis 2018, la priorité diplomatique d'Ottawa est d'agir pour favoriser le renversement du gouvernement du Venezuela. Le Brésil est membre du « groupe de Lima », créé par le Canada et le Pérou pour regrouper les pays hostiles au gouvernement Nicolás Maduro.

Il faut rappeler que ce rôle peu honorable du Canada ne date pas d'hier. En 1954, Ottawa a soutenu passivement le coup d'État militaire contre le président guatémaltèque [Jacobo Arbenz](#). Il a été plus actif dans la destitution du président de la République dominicaine, [Juan Bosch](#), et dans le [coup d'état](#) qui a mené à la mort le président Salvador Allende au Chili en 1973.

Pour revenir au Brésil, le Canada a appuyé passivement le coup militaire contre le président [João Goulart](#) en 1964. Le Premier ministre de l'époque, Lester Pearson, n'a pas condamné publiquement le renversement de Goulart et a continué d'approfondir ses relations avec le Brésil alors que les violations des droits la personne ont considérablement augmenté.

En plus de suivre Washington, le soutien tacite d'Ottawa au coup d'État était motivé par les intérêts des entreprises canadiennes. À l'époque, Brascan, l'une des plus grandes entreprises d'Amérique latine, était qualifiée de « [la pieuvre canadienne](#) », car ses tentacules touchaient de nombreux domaines de l'économie brésilienne. Mettre un terme au gouvernement Goulart, qui rendait plus difficile l'exportation de bénéfices pour les entreprises, était une bonne affaire pour une entreprise établie dans le pays depuis un demi-siècle. Après le coup d'État de 1964, le prix des actions de Brascan a doublé du jour au lendemain.

La société était réputée pour avoir sapé les initiatives des entreprises brésiennes, tout en espionnant ses travailleurs et les politiciens de gauche. Le vice-président de Brascan, [Antonio Gallotti](#) était impliqué dans les opérations qui ont conduit au coup d'État contre Goulart en 1964. Le même Galloti, avant de diriger les opérations brésiennes de Brascan, avait été secrétaire aux affaires internationales du parti fasciste brésilien Ação Integralista.

Aujourd'hui, des entreprises canadiennes semblent heureuses de faire affaire avec un proto-fasciste qui piétine les droits des autochtones et alimente le chaos climatique. Au minimum, le gouvernement Trudeau devrait suivre l'[appel](#) du président français Emmanuel Macron qui demande la suspension les négociations de libre-échange avec le MERCOSUR jusqu'à ce que Bolsonaro mette fin à sa destruction systématique du « poumon de la terre ».